



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 23 Juin 2016

Intervention de Michel CHASSIER

Rapport N°16.03.01 - CA 2015/Rapport d'activité : Intervention Générale

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Ce débat sur le rapport d'activité et le compte administratif porte sur la dernière année de la mandature, il aurait été intéressant d'en faire un bilan afin de prendre un peu de recul pour dégager les tendances lourdes.

Je ferai d'abord quelques observations sur les grands équilibres budgétaires du compte administratif, avant d'aborder les politiques régionales avec le rapport d'activités.

Vous nous rappelez la notation « AA » de l'agence Fitch, mais il convient de rappeler qu'il s'agit simplement d'une appréciation du risque d'insolvabilité, il ne faut pas en tirer d'autres conclusions.

Car dans le même temps, si nous reprenons les indicateurs de gestion dont vous avez décidé au début de la précédente mandature, nous sommes plutôt dans la zone d'alerte. Rappelons de quoi il s'agit.

- Le 1^{er} indicateur était le taux d'épargne brute par rapport aux recettes de fonctionnement, vous l'aviez fixé à 30%. Il est pour 2015 de 21,03% donc dans le rouge pour la 9^{ème} année consécutive. Traduction : la région ne parvient pas à dégager suffisamment de marge pour financer l'investissement, d'où un recours toujours plus important à l'emprunt.
- Le 2^{ème} indicateur, c'est l'épargne disponible par rapport aux dépenses d'investissement, autrement dit notre niveau d'autofinancement. Vous aviez fixé ce niveau à 50%. Nous sommes pour 2015 à 43,09%.
- Le 3^{ème} indicateur, c'est la capacité de désendettement, c'est-à-dire le montant de la dette au 31 décembre divisé par l'épargne brute, qui traduit le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette si l'on y consacrait la totalité de l'épargne brute. Vous aviez fixé un objectif il est vrai ambitieux de 3 années, il est aujourd'hui dépassé avec 3,32 années, 3,70 en incluant les crédits-baux ferroviaires. Ce n'est certes pas catastrophique, mais il faut bien rappeler vos propres engagements.

Nous sommes depuis quelques années dans une relative stabilisation des dépenses à périmètre constant, puisque sur la mandature le volume global a augmenté de 7,30% pour une inflation de 7,80% sur le même période.

Pour les interventions régionales proprement dites, elles ont progressé de 4,72%, donc moins vite que l'inflation, ce qui veut dire que la région a légèrement diminué le volume de ses interventions en euros constants au cours de la mandature.

Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Encore une fois cela relativise le discours volontariste affiché par votre majorité, année après année, et si l'on ajoute à cela la multiplication des dispositifs et une certaine dispersion des crédits, nous avons l'impression que vous avez un pied sur l'accélérateur, un pied sur le frein, et que vous hésitez parfois sur la direction à prendre. Le tout dans une voiture dont la consommation augmente alors que le carburant est rationné.

Car en effet les recettes ne suivent pas, et nous enregistrons pour la 1^{ère} fois une diminution des recettes de fonctionnement de 19 millions d'euros, ce qui correspond à peu près à la diminution de la dotation générale de fonctionnement, alors que les dépenses augmentent de 7 millions, cela fait presque 26 millions d'euros d'écart.

Or 2015 n'était que la 1^{ère} des 3 années de réduction de la DGF.

C'est ce qui explique un recours à l'emprunt proche de 100 millions d'euros et à ce rythme notre capacité de désendettement risque de se dégrader rapidement d'autant plus que l'épargne brute va encore diminuer.

Et il faut ajouter à ce constat celui de la rigidité structurelle d'une part importante des dépenses, alors même que nous ne maîtrisons les recettes que de façon tout à fait marginale.

Rigidité des dépenses qu'il s'agisse des charges de personnel, du fonctionnement des Lycées, de la convention TER, de la formation professionnelle, mais également ne raison des programmations pluriannuelles.

De plus certains postes augmentent mécaniquement, comme les dépenses de personnel : après 3,70% en 2013, 3,28% en 2014, 2,11 % en 2015, rappelons que votre objectif de gestion était de les contenir à 1,5 %.

Côté recettes l'autonomie fiscale de Région réelle demeure toujours aussi faible, et sans véritable marge de manœuvre, puisque sur la TICPE nous sommes déjà au taux maximum, et au-dessus de la moyenne des régions pour les cartes grises.

De ce point de vue la loi NOTRe ne fera pas évoluer la situation, ce sera même le contraire.

Nous remarquons aussi que le mécanisme de financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage demeure toujours aussi compliqué.

Nous devons souligner une fois encore que le total des taxes supportées par les automobilistes atteint le montant record de 293 534 242 euros, plus de 32% des recettes de fonctionnement.

La mobilisation de la Région au service de l'emploi et du développement économique, mise en avant dans le rapport d'activité, mérite un commentaire, même si nous aurons l'occasion d'y revenir avec la communication sur les aides économiques.

Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

En effet, le chapitre « Economie-innovation » ne représente que 4,19% de l'ensemble des dépenses, en réalité 3,24% hors CAP'Asso, avec des taux de réalisation divers que nous n'aurons pas le temps de commenter mais qui mériteraient d'être analysés.

Sur l'apprentissage qui vient d'être évoqué, le taux de réalisation n'atteint 95,9 % que si l'on tient compte des restes à réaliser, sans quoi nous sommes à 91,8 %, ce qui illustre bien la situation.

Pour la Culture, hors restes à réaliser, le taux de réalisation est de 80,2 %, ce qui relativise les critiques parfois caricaturales dont nous sommes parfois l'objet puisqu'en réalité l'enveloppe ne peut pas être dépensée dans l'année.

Un mot sur les contrats territoriaux, nous en reparlerons à la DM1, mais il apparaît à la lecture du CA un écart significatif entre les contrats d'agglomération, réalisés à 122 %, et les contrats « ville moyenne », réalisés à moins de 54 %, ce qui illustre les difficultés rencontrées dans cette strate de collectivités, mais ce n'est pas pour autant qu'il faut utiliser les crédits non encore engagés à d'autres fins, qui n'étaient pas prévues dans le contrat.

Globalement, nous pourrions reprendre les mêmes observations que pour 2014, tant la structure du budget a peu évolué.

Le rapport d'activité pêche toujours par l'absence d'une analyse objective des actions de la Région, au profit d'une autosatisfaction dans tous les domaines, le tout dans une présentation assez confuse, avec des regroupements discutables, en tout cas assez peu lisibles.

En conclusion, nous pourrions que le compte administratif conforte notre analyse des politiques régionales.

Il pose aussi sur le long terme la question du financement des investissements, car une projection de la tendance actuelle nous amènerait en fin de mandature à une épargne disponible inférieure à 100 millions d'euros pour endettement aux alentours de 900 millions d'euros.

Nous risquerions alors de perdre notre « AA ».